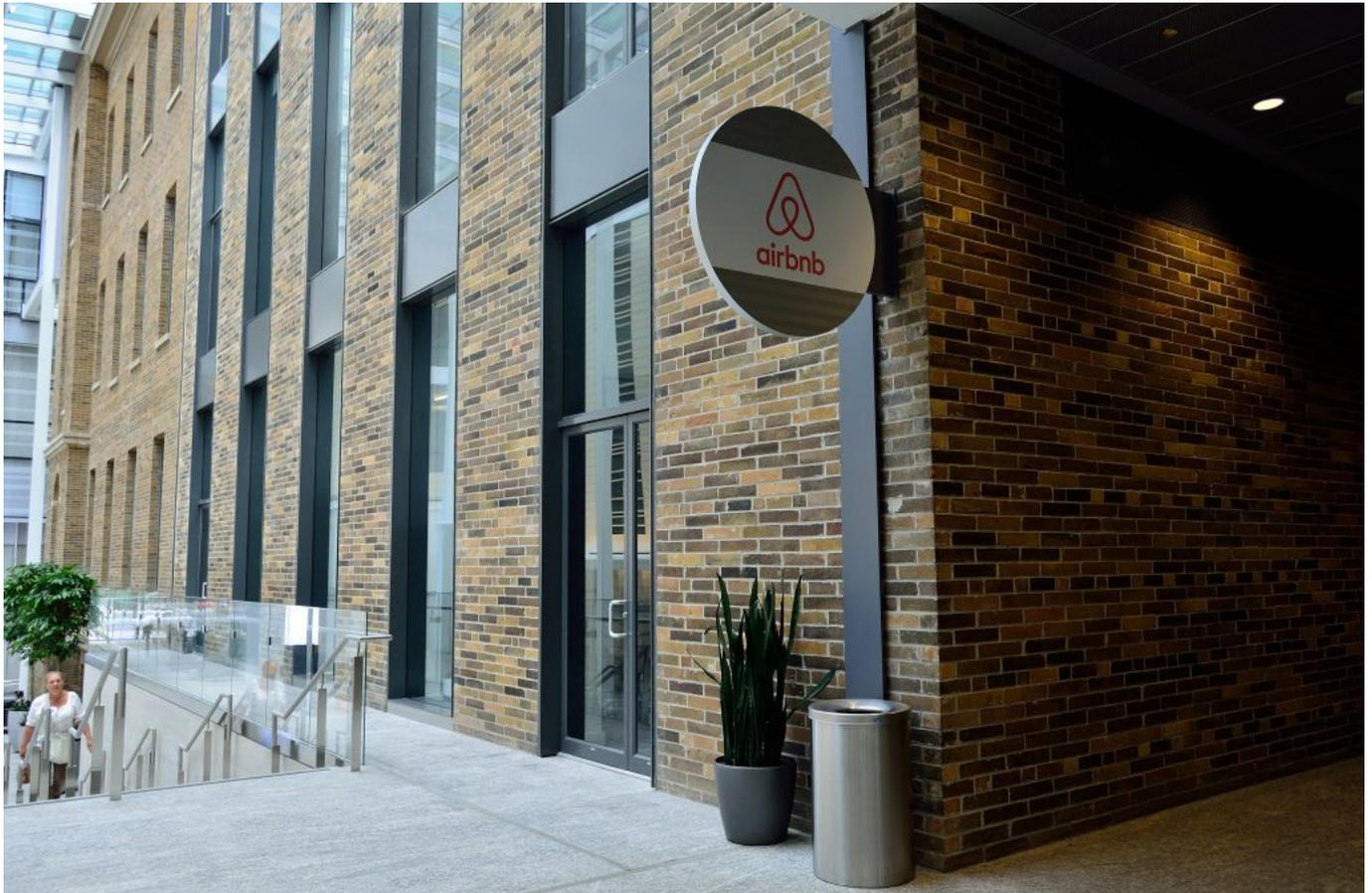


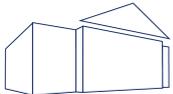
VILLES INTELLIGENTES ET POUVOIR DES DONNÉES: LUTTES POUR RÉGULER «UBER» ET «AIRBNB» EN SUISSE

Daniel Kübler, Marine Charlotte Trichet, Lyne Schuppisser
25th August 2020



La ville intelligente, ou *smart city*, dénote un phénomène important des villes du 21e siècle. Il fait référence aux villes modernes qui sont "intelligentes" dans le sens où elles s'appuient sur les nouvelles technologies afin de remodeler les environnements urbains pour s'adapter aux besoins de la société de la manière écologiquement, économique et socialement responsable. Cependant, cette montée en puissance du numérique au sein des sociétés urbaines du 21e siècle soulève également de nouveaux problèmes et de nouvelles questions.

Die Serie zur
Veranstaltung

Aarauer 
Demokratietage
Zentrum für Demokratie Aarau

LA SMART CITY OU VILLE INTELLIGENTE EST ACTUELLEMENT AU COEUR DE TOUTES LES DISCUSSIONS

L'idée est de s'appuyer sur les nouvelles technologies afin de remodeler les environnements urbains pour s'adapter aux besoins de la société de la manière la plus écologiquement, économiquement et socialement responsable. Les villes intelligentes possèdent non seulement les infrastructures physiques, technologiques et sociales nécessaires et adéquates pour répondre aux besoins et aux attentes des entreprises et des citoyens mais elles sont également capables de gérer ces infrastructures de manière attentive aux défis, réactive aux problèmes et adaptative aux changements, tout en assurant une utilisation durable des ressources et l'équité sociale.

De nombreuses approches sur la thématique de la smart city se concentrent donc sur la contribution des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) pour rendre le système urbain intelligent. Cependant, cette montée en puissance du numérique au sein des sociétés urbaines du 21^e siècle soulève également de nouveaux problèmes et de nouvelles questions.

Dans notre contribution, nous nous concentrons sur la dimension sociopolitique entourant l'importance croissante des nouvelles technologies dans les villes. Plus précisément, nous examinons les défis réglementaires soulevés par l'essor des entreprises de l'économie numérique ainsi que les clivages politiques entourant ces questions de gouvernance. Ce faisant, notre étude poursuit l'objectif plus large de comprendre quel(s) effet(s) la transformation numérique a sur la politique urbaine ainsi que sur la place et le rôle des gouvernements démocratiques dans la formation du tissu et du bien-être urbain et de l'urbanité en général.

L'ÉCONOMIE DE PLATEFORMES

Au cours des dix dernières années, un nouveau modèle économique a gagné en importance dans les sociétés urbaines: l'économie de plateformes. Le terme désigne les activités économiques et sociales liant des fournisseurs à des consommateurs via une plate-forme numérique, impliquant souvent des analyses de données pour s'assurer que l'offre et la demande sont adaptées de la manière la plus efficace. Ces nouveaux modes de consommation ont créé des changements radicaux dans la façon dont les secteurs industriels traditionnels sont organisés. Mais au-delà d'offrir de nouvelles opportunités commerciales, l'explosion de l'économie de partage a également soulevé de nouveaux enjeux pour les gouvernements nationaux et urbains au cours de la dernière décennie. Si ces entreprises de l'économie de plateformes ne sont pas de urbaines par nature, certaines d'entre-elles posent d'importants défis aux municipalités, car elles ont le potentiel de transformer profondément la dynamique du marché dans des secteurs cruciaux pour le fonctionnement et le développement des villes. Dans cet esprit, l'économie de partage s'est récemment retrouvée au centre d'un débat particulièrement controversé cristallisé autour de deux puissances mondiales: Airbnb et Uber.

Les problèmes qui se posent sont multiples et poussent gouvernements municipaux à prendre des mesures afin de contrôler les activités de des différentes plateformes. Ces réponses gouvernementales diffèrent fortement d'une ville à l'autre et on assiste partout dans le monde à une

multiplication des tentatives de régulation des plateformes numériques avec la mise en oeuvre de cadres réglementaires expérimentaux via des changements de régulation, des interdictions d'exercer, des dispositifs de taxation particuliers ou encore des accords bilatéraux avec les entreprises de l'économie de plateformes. S'appuyant sur une étude de cas comparative autour de six municipalités (Zurich, Genève, Davos, Montreux, Aarau et Neuchâtel), notre étude vise à analyser comment les villes suisses réagissent aux défis réglementaires posés par Airbnb et Uber.

Étant la première étude de ce type menée en Suisse, notre approche est essentiellement exploratoire et cherche à répondre aux questions suivantes:

- Comment les acteurs politiques urbains ont-ils débattu les enjeux réglementaires posés par les plateformes numériques ?
- Comment les gouvernements urbains ont-ils répondu à ces défis?
- Quelles sont aujourd'hui les principaux obstacles à l'encadrement des activités de plateforme ?

Bibliographie

- Aguilera T, Artioli F and Colomb C. 2019a. Explaining the diversity of policy responses to platform-mediated short-term rentals in European cities: A comparison of Barcelona, Paris and Milan. *Environment and Planning A* AOP.
- Courmont, A., 2018. Plateforme, big data et recomposition du gouvernement urbain. *Revue française de sociologie* 59, 423–449.

Photo: wikimedia commons